



Union interfédérale des agents de la Fonction Publique FO

46, rue des petites écuries 75010 PARIS

contact@fo-fonctionnaires.fr // 01-44-83-65-55

**COMMUNIQUÉ
DE PRESSE**

RENDEZ-VOUS SALARIAL : Je t'aime, moi non plus !

A ceux qui en doutaient encore, les choses sont claires, les ministres Darmanin et Dussopt n'ont rien à faire des 5,5 millions de fonctionnaires et agents publics et de leurs familles.

Dans le cadre contraignant du rendez-vous salarial imposé par le protocole sur les parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR), le gouvernement s'est fait une joie de poursuivre sa politique d'austérité envers ses agents.

Une fois de plus depuis le début de ce quinquennat, le gel de la valeur du point d'indice est maintenu faisant craindre à un gel à vie.

Par corrélation les futures pensions seront affaiblies.

Le mépris affiché par Monsieur Dussopt et son cabinet et la mystification des chiffres annoncés assortis de mesurette proches de l'aumône sont révélateurs.

Mais finalement, est-ce bien anormal de maltraiter autant les fonctionnaires et agents publics quand la volonté gouvernementale est sans cesse de privatiser des missions de service public ??? Évidemment non !

Ce rendez-vous salarial est au demeurant révélateur des intentions du gouvernement.

Toutes les mesures reconduites sont des mesures confirmant la précarité des fonctionnaires : maintien de la GIPA, nouvelle tranche du CESU, revalorisation de 5 % de la participation de l'employeur au CESU et, cerise sur le gâteau, revalorisation de l'indemnité de remboursement des indemnités de repas de 15,25 euros à 17,50 euros, 13 ans après la dernière revalorisation...impressionnant !

Sur le Compte Épargne Temps, de nouvelles modalités permettent au gouvernement d'annoncer davantage de pouvoir d'achat pour certains agents alors que ce n'est que le paiement d'heures ou jours de congés non pris.

Enfin sur le nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP), le gouvernement, au prétexte de généralisation aux 3 versants de la Fonction publique, veut dissocier l'IFSE et le CIA. Ainsi le CIA pourrait être versé seul, déconnecté de l'IFSE pour permettre des primes au mérite...

FO Fonction publique, après avoir écouté les réponses du ministre, a quitté la salle accompagnée de la CGT, de Solidaires et de la FSU. Le ministre a ensuite quitté la séance laissant la DGAFP expliquer ses mesurette aux organisations syndicales restantes.

Plus que jamais, il est évident que le rapport de force sera seul capable de faire plier et reculer ce gouvernement.

Quelles que soient les difficultés, nous avons une obligation de moyens.

A chaque instant, nous devons permettre aux personnels de se mobilier, de lutter pour faire aboutir leurs revendications.

La rentrée sera décisive tant sur l'avenir du statut général des fonctionnaires avec le projet de loi de transformation de la fonction publique que sur les salaires et les retraites.

Tout l'été, nous continuerons d'informer, sensibiliser et mobiliser les personnels.

Ni défaitisme, ni fatalisme, nous avons notre destin entre nos mains. A 5,5 millions de fonctionnaires et agents publics, nous sommes bien plus forts que nos adversaires pour ne pas dire nos ennemis !

Fait à PARIS, le 3 juillet 2019

